

# ACTES ADMINISTRATIFS

## Plan Local d'Urbanisme

Commune de Champagnolles

## DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Vu pour être annexé au Plan Local d'Urbanisme arrêté par délibération du Conseil Municipal en date du 10 septembre 2025.

Fait à Champagnolles,

Georges BERTRAND

Maire de la commune de Champagnolles

**Date d'arrêt**

**10/09/2025**

**Pièce du PLU**

**0.1**



## COMMUNE 17240 CHAMPAGNOLLES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

<b>TELETRANSMIS AU CONTROLE DE LEGALITE</b>
Sous le N° 017 - 211700844 -- 2022 <b>08/18-220818_02</b> -- <b>DE</b>
<b>Accusé de Réception Préfecture</b> Reçu le : <b>24/08/2022</b>

Nombre de Conseillers en exercice : 15, présents : 11 votants : 11

L'an deux mille vingt-deux, le dix-huit août à vingt heures et trente minutes, le conseil municipal de la commune de CHAMPAGNOLLES 17240, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Georges BERTRAND Maire.

**Date de convocation du Conseil Municipal : le 11.08.2022**

**PRÉSENTS :** Mesdames AUDITEAU Dominique - MEUNIER Nathalie - MATELOT Corinne - LANG Dominique et ANGIBAUD Sandrine et Messieurs BERTRAND Georges - LÉAUD Patrick - FONTAINE Daniel - COTARD Gérard - BENOIT Anthony et CHARGÉ Benoit.

**ABSENT(E)(S) EXCUSÉ(E)(S) :** Madame CHAUVET Laurence et Messieurs BATELIER Médéric - CHOPIN Frédéric et DUBOIS Mathieu.

**ABSENT(E)(S) NON EXCUSÉ(E)(S) :** néant.

**PROCURATION :** néant

Madame LANG Dominique a été élue secrétaire de séance.

**OBJET : ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les éléments suivants :

Il apparaît nécessaire de procéder à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour les motifs suivants :

- en remplacement de la carte communale du 1<sup>er</sup> avril 2010

Il est précisé que conformément à l'article L.103-2, l'élaboration du PLU fera l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

**Monsieur le maire propose aux membres du conseil municipal,**

**Vu** la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (dite loi SRU),

**Vu** la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 relatif à l'urbanisme et à l'habitat (dite loi UH),

**Vu** la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi Grenelle 2),

**Vu** la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 relative à l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR),

**Vu** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (dite loi LAAF),

**Vu** la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et

renforcement de la résilience face à ses effets,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.101-1 à L.101-3, L.103-2 à L.103-6, L.151-1 et suivants, L.153-1 et suivants,

**Vu** le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Haute Saintonge approuvé le 19 février 2020,

**Vu** le Plan Climat Air Énergie Territorial de Haute Saintonge approuvé le 24 mars 2021 ;

**de prescrire** l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal afin de :

- élaborer un document d'urbanisme compatible avec les évolutions législatives et réglementaires ainsi qu'avec les documents supra-communaux tels que le SCOT et le PCAET de Haute Saintonge,
- développer le territoire en assurant la mixité sociale et fonctionnelle,
- améliorer l'adéquation entre offre et demande en logements pour répondre aux besoins de la population existante et future,
- diversifier l'offre de logements pour faciliter les parcours résidentiels et réduire la part de logements vacants,
- valoriser les gisements fonciers et les friches urbaines,
- soutenir les activités économiques du territoire,
- pérenniser et dynamiser les services et les commerces,
- prioriser l'urbanisation en densification du bourg notamment par la réhabilitation du bâti existant et l'évolution des formes urbaines,
- intégrer les effets du changement climatique dans les choix d'aménagements des espaces urbains,
- valoriser et préserver le patrimoine bâti et le patrimoine naturel,
- encourager les activités agricoles qui participent à l'aménagement durable du territoire et à sa résilience en lien avec les objectifs du Projet Alimentaire Territorial,
- renforcer et valoriser la trame verte et bleue,
- renforcer la protection des populations au regard de l'augmentation des risques dans un contexte de nécessaire adaptation au changement climatique,
- promouvoir un aménagement urbain favorable à la santé, au bien-être des habitants et à la résilience du territoire,
- permettre un développement massif des énergies renouvelables, favoriser la performance et la sobriété énergétique,
- préserver la ressource en eau et améliorer le cycle de l'eau,
- faciliter l'intermodalité, faciliter les déplacements durables et actifs, réduire les besoins de mobilité ;

**de fixer**, conformément à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, les modalités de concertation suivantes :

- article dans le bulletin municipal,
- registre de concertation disponible en mairie,
- panneau d'affichage en mairie pour présenter l'avancement de l'étude,
- organisation de plusieurs réunions publiques, avec à minima : une pour présenter le PADD, une pour présenter la traduction réglementaire du projet de PLU ;

**de décider**, qu'à l'issue de la concertation, selon les articles L.103-6 et R.153-3 du Code de l'urbanisme, le bilan de la concertation sera établi par délibération du conseil municipal, au plus tard, au moment de l'arrêt du projet de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

**de demander**, au Maire de solliciter auprès de M. le Préfet l'association des services de

l'État et auprès du Président de la Communauté de Communes l'association des services de la collectivité, pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

**de décider**, de consulter, conformément à l'article L.132-13 du Code de l'urbanisme, les personnes publiques ;

**de donner**, tout pouvoir au Maire pour choisir le (ou les) organisme(s) chargé(s) de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

**de décider**, que le document sera numérisé au format CNIG (Conseil National d'Information Géographique) et que le maire le publiera sur le portail national de l'urbanisme ;

**d'autoriser**, le Maire à signer tout contrat, avenant, convention ou marché nécessaire à l'accomplissement de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

**d'autoriser**, le Maire, conformément à l'article L.132-15 du Code de l'urbanisme, à solliciter de l'État l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par les frais matériels et d'études nécessaires à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

**de décider**, que les dépenses afférentes à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme du document d'urbanisme seront inscrites en section d'investissement comme stipulé à l'article L.132-16 du Code de l'urbanisme.

Conformément à l'article L.153-11 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet de la Charente-Maritime ;
- au Président du Conseil régional de la Nouvelle Aquitaine ;
- au Président du Conseil départemental de la Charente-Maritime ;
- au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- au Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat ;
- au Président de la Chambre d'Agriculture ;
- au Président de la Communauté de Communes de la Haute Saintonge porteuse du schéma de cohérence territoriale ;

Elle sera transmise pour information :

- au directeur du Centre National de la Propriété Forestière ;
- au directeur de l'Institut National de l'Appellation d'Origine ;
- aux maires des communes de l'espace de vie et des communes limitrophes ;
- aux établissements publics en charge des SCoT limitrophes du territoire ;
- le représentant de l'ensemble des organismes d'habitations à loyer modéré propriétaires ou gestionnaires de logements sur le territoire ;
- au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Charente-Maritime (CAUE 17) ;
- aux concessionnaires et aux gestionnaires des réseaux et des voiries ;
- et tout autre établissement ou organisme qu'elle jugera utile.

Conformément aux articles R. 153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

POUR EXTRAIT CONFORME, LE MAIRE Georges BERTRAND.



Affiché à la mairie 17240 Champagnolles pendant 2 mois : du 4 AOUT 2022 au 23 OCT. 2022

AR Prefecture

017-211700844-20250304-250304\_01-DE  
Reçu le 07/03/2025~~COMMUNE DE CHAMPAGNOLLES~~**EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL****TELÉTRANSMIS AU CONTRÔLE  
DE LÉGALITÉ**Sous le N° 017 – 211700844 -- 2025 \_\_\_\_  
-- 250304\_01 \_\_\_\_\_Accusé de Réception Préfecture  
Reçu le : \_\_ / \_\_ / 2025

Nombre de conseillers en exercice : 14 - présents : 9 - votants : 9

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre mars à vingt heures trente minutes, le conseil municipal de la commune de CHAMPAGNOLLES 17240, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Georges BERTRAND Maire.

**Date de convocation du Conseil Municipal : le 24 février 2025****PRÉSENT(E)S** : Mesdames ANGIBAUD Sandrine - AUDITEAU Dominique - LANG Dominique - MATELOT Corinne et MEUNIER Nathalie et Messieurs BERTRAND Georges - CHOPIN Frédéric - COTARD Gérard et LÉAUD Patrick.**ABSENT(E)(S) EXCUSÉ(E)(S)** : Messieurs CHARGÉ Benoit et DUBOIS Mathieu.**ABSENT(E)(S) NON EXCUSÉ(E)(S)** : Madame CHAUVET Laurence et Monsieur BATELIER Médéric**ABSENT (indisponibilité mail du 10/01/2025)** : Monsieur FONTAINE Daniel.**PROCURATIONS** :

Madame ANGIBAUD Sandrine a été élue secrétaire de séance.

**OBJET : ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME – DÉBAT SUR LES  
ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE  
DÉVELOPPEMENT DURABLES (PADD)**

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal a prescrit la révision du Plan Local d'Urbanisme par délibération en date du 18 août 2022.

L'article L151-2 du code de l'urbanisme dispose que les PLU comprennent un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

L'article L151-5 du code de l'urbanisme dispose que le PADD définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des énergies renouvelables, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Pour la réalisation des objectifs de réduction d'artificialisation des sols mentionnés aux articles L141-3 et L141-8 ou, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, en prenant en compte les objectifs mentionnés à la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L4251-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ou en étant compatible avec les objectifs mentionnés au quatrième alinéa du I de l'article L4424-9 du même code, à la seconde phrase du troisième alinéa de l'article L4433-7 dudit code ou au dernier alinéa de l'article L123-1 du présent code, et en cohérence avec le diagnostic établi en application de l'article L151-4, le projet d'aménagement et de développement durables fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

**AR Prefecture**

017-211700844-20250304-250304\_01-DE  
Reçu le 07/03/2025

Il ne peut prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que s'il est justifié, au moyen d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, que la capacité d'aménager et de construire est déjà mobilisée dans les espaces urbanisés. Pour ce faire, il tient compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'article L153-27.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Lorsque le territoire du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal comprend au moins une commune exposée au recul du trait de côte, les orientations générales mentionnées aux 1° et 2° du présent article prennent en compte l'adaptation des espaces agricoles, naturels et forestiers, des activités humaines et des espaces urbanisés exposés à ce recul.

Conformément à l'article L153-12 du code de l'urbanisme, les orientations générales du PADD doivent être soumises au débat du conseil municipal, au plus tard 2 mois avant l'examen du projet de PLU.

Monsieur Le Maire détaille alors les orientations générales au projet de PADD en suivant le projet de ce document :

**Axe 1 : Une commune qui répond aux besoins des habitants**

- 1.1 Pérenniser l'activité économique et permettre son développement
- 1.2 Accompagner le monde agricole pour assurer sa pérennité
- 1.3 Un tourisme vert axé sur un réseau patrimonial
- 1.4 Tendre vers une atténuation de la dépendance à la voiture individuelle
- 1.5 Renforcer l'accès aux équipements, le bien-être et la vie communale

**Axe 2 : Une commune tournée vers l'avenir**

- 2.1 Augmenter légèrement la population, conserver l'esprit de la commune
- 2.2 Un développement urbain cohérent et limitant son impact environnemental
- 2.3 Vers un habitat diversifié répondant aux besoins de la population
- 2.4 Des patrimoines à préserver et à adapter aux enjeux actuels

**Axe 3 : Une commune qui s'adapte et préserve son environnement**

- 3.1 L'eau, ressource essentielle à protéger
- 3.2 Vers une relocalisation de la production d'énergie
- 3.3 Adapter le territoire aux changements climatiques
- 3.4 Offrir les conditions du maintien des espèces naturelles
- 3.5 Tenir compte et prévenir des risques

Après cet exposé, Monsieur le Maire déclare le débat ouvert.

Le conseil municipal :

- s'exprime sur le PADD
- prend acte du PADD et de ces 3 grands axes
- propose que les Zones d'Accélération des Énergies Renouvelables (ZAER) soient notées dans le PADD
- mise en place du Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Pluviales
- autorise Monsieur le Maire à sursoir à statuer, dans les conditions et délais prévus à l'article L424-1 du code de l'urbanisme, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à





**COMMUNE DE CHAMPAGNOLLES**  
**EXTRAIT**  
**DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**

<b>TÉLÉTRANSMIS AU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ</b>
Sous le N° 017 – 211700844 -- 2025 <b>09/09</b> -- 250910_02_1 ----- <b>DE</b>
<b>Accusé de Réception Préfecture</b> Reçu le : <b>19/09 / 2025</b>

Nombre de conseillers en exercice : 14 - présents : 11 - votants : 12

L'an deux mille vingt-cinq, le dix septembre à vingt heures et trente minutes, le conseil municipal de la commune de CHAMPAGNOLLES 17240, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Georges BERTRAND Maire.

**Date de convocation du Conseil Municipal : le 04 septembre 2025**

**PRÉSENT(E)S** : Mesdames ANGIBAUD Sandrine - AUDITEAU Dominique - LANG Dominique - CHAUVET Laurence et MEUNIER Nathalie et Messieurs BERTRAND Georges - CHARGÉ Benoît - CHOPIN Frédéric - COTARD Gérard - DUBOIS Mathieu et LÉAUD Patrick.

**ABSENT(E)(S) EXCUSÉ(E)(S)** : Madame MATELOT Corinne et Monsieur BATELIER Médéric.

**ABSENT(E)(S) NON EXCUSÉ(E)(S)** : néant

**ABSENT (indisponibilité mail du 10/01/2025)** : Monsieur FONTAINE Daniel.

**PROCURATION** : Madame MATELOT Corinne donne pouvoir à Madame MEUNIER Nathalie

Madame AUDITEAU Dominique a été élue secrétaire de séance.

**OBJET : ARRÊT DU PROJET DU PLU DE LA COMMUNE DE CHAMPAGNOLLES**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 153-1 et suivants, R. 151-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;

VU les articles L 103-2 à L 103-4 et L 103-6 du code de l'urbanisme relatifs à la concertation ;

VU le Schéma de Cohérence Territoriale approuvé le 19 février 2020 par le conseil communautaire ;

VU la délibération en date du 18 août 2022 par laquelle le conseil municipal de CHAMPAGNOLLES a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme et fixé les modalités de concertation mise en œuvre à l'occasion de cette procédure ;

VU la délibération du 04 mars 2025 actant du débat sur les orientations générales du PADD qui s'est tenu en séance du conseil municipal ;

VU la concertation qui s'est déroulée durant l'élaboration du PLU ;

VU le bilan de la concertation tel qu'annexé à la présente délibération ;

VU l'entier dossier de projet de PLU tel qu'annexé à la présente délibération ;

## **I- CONTEXTE**

Monsieur Le Maire rappelle les éléments de contexte dans lequel le PLU de CHAMPAGNOLLES été initié :

- élaborer un document d'urbanisme adapté avec les évolutions législatives et réglementaires ainsi qu'avec les documents supra-communaux tels que le SCOT et le PCAET de Haute-Saintonge

- développer le territoire en assurant la mixité sociale et fonctionnelle
- améliorer l'adéquation entre offre et demande en logements pour répondre aux besoins de la population existante et future
- diversifier l'offre de logements pour faciliter les parcours résidentiels et réduire la part de logements vacants
- valoriser les gisements fonciers et les friches urbaines
- soutenir les activités économiques du territoire
- pérenniser et dynamiser les services et les commerces
- prioriser l'urbanisation en densification du bourg notamment par la réhabilitation du bâti existant et l'évolution des formes urbaines
- intégrer les effets du changement climatique dans les choix d'aménagements des espaces urbains
- valoriser et préserver le patrimoine bâti et le patrimoine naturel
- encourager les activités agricoles qui participent à l'aménagement durable du territoire et à sa résilience en lien avec les objectifs du Projet Alimentaire Territorial (PAT)
- renforcer et valoriser la trame verte et bleue
- renforcer la protection des populations au regard de l'augmentation des risques dans un contexte de nécessaire adaptation au changement climatique
- promouvoir un aménagement urbain favorable à la santé, au bien-être des habitants et à la résilience du territoire
- permettre un développement massif des énergies renouvelables, favoriser la performance et la sobriété énergétique
- préserver la ressource en eau et améliorer le cycle de l'eau
- faciliter l'intermodalité, faciliter les déplacements durables et actifs, réduire les besoins de mobilité.

Monsieur Le Maire indique que la décision d'arrêter le projet de PLU constitue une étape importante de la démarche d'élaboration dans la mesure où elle marque la fin des études et la formalisation du dossier constitué :

- ✓ d'un rapport de présentation,
- ✓ d'un PADD
- ✓ d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- ✓ des orientations d'aménagement et de programmation,
- ✓ des annexes.

## II – LES OBJECTIFS POURSUIVIS

Les objectifs poursuivis par la procédure d'élaboration du PLU tels que définis dans la délibération du 04 mars 2025 sont les suivants :

### Axe 1 : Une commune qui répond aux besoins des habitants

- 1.1 Pérenniser l'activité économique et permettre son développement
- 1.2 Accompagner le monde agricole pour assurer sa pérennité
- 1.3 Un tourisme vert axé sur un réseau patrimonial
- 1.4 Tendre vers une atténuation de la dépendance à la voiture individuelle
- 1.5 Renforcer l'accès aux équipements, le bien-être et la vie communale

### Axe 2 : Une commune tournée vers l'avenir

- 2.1 Augmenter légèrement la population, conserver l'esprit de la commune
- 2.2 Un développement urbain cohérent et limitant son impact environnemental
- 2.3 Vers un habitat diversifié répondant aux besoins de la population

- 2.4 Des patrimoines à préserver et à adapter aux enjeux actuels

### **Axe 3 : Une commune qui s'adapte et préserve son environnement**

- 3.1 L'eau, ressource essentielle à protéger
- 3.2 Vers une relocalisation de la production d'énergie
- 3.3 Adapter le territoire aux changements climatiques
- 3.4 Offrir les conditions du maintien des espèces naturelles
- 3.5 Tenir compte et prévenir des risques

## **III. LES MODALITÉS D'ÉLABORATION DU PLU**

Conformément au code de l'urbanisme les acteurs locaux et le public ont été associés tout au long de la démarche d'élaboration du projet.

### **□ Les Personnes Publiques Associées**

Tout au long de la démarche, les personnes publiques associées (PPA), ont été sollicitées pour échanger et donner leur avis. A ce titre et en dehors du dialogue continu, deux réunions plénières ont été organisées aux différentes étapes de la procédure.

### **□ Les Personnes Publiques Consultées**

Au démarrage de la procédure, plusieurs personnes publiques ont demandé à être associées à la démarche. Des réunions ont été organisées avec elles aux différentes étapes de la procédure.

## **IV. LA CONCERTATION PRÉALABLE ET SON BILAN**

En application des articles R.153-3 et L.103-6 du code de l'urbanisme, la délibération qui arrête un projet de PLU peut simultanément tirer le bilan de la concertation.

### **IV a. Les modalités de concertation avec le public**

Conformément aux articles L.103-2 et suivants du code de l'urbanisme, les modalités de concertation sont mises en œuvre durant toute la durée de l'élaboration du projet afin d'associer les habitants et les associations locales. Elles permettent au public d'accéder aux informations relatives au projet et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par la commune.

La concertation a été organisée suivant les modalités établies par la délibération du 18 août 2022, en Conseil Municipal et détaillées ci-après :

- article dans le bulletin municipal
- registre de concertation disponible en mairie
- panneau d'affichage en mairie pour présenter l'avancement de l'étude
- organisation de plusieurs réunions publiques, avec à minima : une pour présenter le PADD, une pour présenter la traduction réglementaire du projet de PLU

### **IV b. Le bilan de la concertation préalable**

- la commune a publié plusieurs articles dans le petit journal communal
- des kakémonos ont été exposés en mairie
- deux réunions publiques ont été organisées à la salle des fêtes, La publicité pour ces réunions a été assurée par l'affichage en mairie, publication sur « PanneauPocket » et distribution de flyers dans les boîtes aux lettres de chaque foyer
- un registre de concertation a également été mis à disposition en mairie.

Le bilan complet de la concertation publique est placé en annexe de la présente délibération.



## V. LES ENJEUX DU CONTENU DU PLU

### V a. Le contenu du PLU

Le PLU comprend :

- un rapport de présentation comprenant notamment un diagnostic du territoire, l'explication des choix ou encore la justification de la compatibilité avec les documents de rang supérieur ;
- un Projet d'Aménagement et de Développement Durables qui expose les grandes orientations retenues pour bâtir le projet d'aménagement du territoire (détaillées ci-après) ;
- un règlement applicable aux différentes zones du territoire communal, sous la forme de plans et d'un règlement écrit ;
- des orientations d'aménagement et de programmation qui précisent les orientations souhaitées ; elles sont thématiques (sur des sujets spécifiques) ou sectorielles (sur des secteurs de projets) ;
- des annexes.

### V b. Les enjeux

Le PLU doit être conforme aux objectifs fixés dans la délibération du 18 août 2022 prescrivant l'élaboration du PLU.

**Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Le Maire, il est proposé au conseil municipal, qui délibère et à l'unanimité des membres votants, décide :**

- DE CONFIRMER que la concertation menée dans le cadre de la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme qui s'est déroulée conformément aux modalités fixées par la délibération du conseil municipal du 18 août 2022
- DE TIRER le bilan de la concertation tel qu'il a été présenté par Monsieur Le Maire, en application de l'article L.103-6 du code de l'urbanisme et tel qu'il est annexé à la présente délibération
- D'ARRÊTER le projet de plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération  
Conformément aux dispositions de l'article L.153-16 du code de l'urbanisme, le projet de PLU arrêté sera soumis pour avis aux services de l'État et aux personnes publiques associées à son élaboration, mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme
- D'AUTORISER le Maire, ou son représentant, à conclure et signer tous actes et/ou documents afférents à la mise en œuvre de cette procédure et à procéder aux formalités nécessaires en vue de l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Conformément à l'article R.153-3 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un délai d'un mois en mairie et conformément à l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera publiée durant un délai de deux mois sous forme électronique sur le site internet de la Communauté Des Communes Haute-Saintonge.

### POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Maire,



La secrétaire de séance



Affiché à la mairie de CHAMPAGNOLLES 17240 pendant 2 mois du

au



